

Etaient présents à cette réunion :

Salariés

Romain Baret / CGT
Samantha Guerry / Sud Culture
François Bourcier / SNMS

Employeurs

Lila Fourcade / Forces musicales
Florent Brique / Jazz (ra) SMA
Joséphine Gelot / fédération des Arts de la rue
Gautier Machado / Synavi
Sophie Prémey / SYNDEAC
Camille Chabanon / Profedim – Fevis

Etat et collectivités

Mila Konjikovic, Région Auvergne-Rhône-Alpes

Coordination

Marjorie Glas – coordination COREPS
Marie-Laurence Sakaël – Auvergne-Rhône-Alpes spectacle vivant

DETAIL DES ECHANGES

Tour d'actualité

Romain Baret (CGT) informe sur la tenue d'une manifestation concernant les hausses de salaires. Les NAO sont toujours reportées, et certains postes sont rémunérés en dessous du SMIC

Camille Chabanon (FEVIS / Profedim) explique qu'une enquête flash a été menée sur la fréquentation des festivals cet été : les retours assez mitigés sur la fréquentation. Il y a eu de très beau succès mais pas partout.

François Bourcier (SNMS) explique qu'un tableau comparatif entre Avignon Off 2019 et 2022 a été mis en place et qu'une modification complète des fréquentations semble d'ores et déjà apparaître. La baisse de fréquentation est estimée entre 25 et 30%. Il revient ensuite sur la problématique du NTH8 et des Asphodèles et explique que le SNMS prévoit de monter au créneau concernant la multiplication des appels d'offre, qui mettent en concurrence les équipes.

Camille Chabanon (FEVIS / Profedim) fait part de l'inquiétude actuelle qui traverse le secteur : la crise énergétique pourrait avoir pour conséquence une diminution de la marge artistique à cause de la hausse des coûts fixes.

Lila Forcade (AFO / LFM) dit que cela risque d'avoir aussi une incidence sur la fréquentation : il y a une pression importante pour maintenir les programmations.

Joséphine Gelot (FNAR) explique que, côté arts de la rue, si la fréquentation a été bonne, il y a eu beaucoup moins de professionnels sur les festivals, notamment les programmeurs étrangers. Cela peut être dû aux reports qui existent encore dans les arts de la rue.

Gautier Machado (SYNAVI) fait part de la méfiance du SYNAVI vis-à-vis des appels à projets. Il se dit également inquiet quant au dialogue avec la Région. Les baisses de subvention aux lieux auront des répercussions sur les compagnies. Une analyse est en cours pour les aides à l'EAC qui semblent être en baisse également.

Samantha Guerry (SUD) revient sur les dispositifs solidaires existants (FONSAT, paniers) et craint que ces derniers ne disparaissent ou que les aides publiques ne baissent.

Gautier Machado (SYNAVI) précise que les dispositifs Eté culturel et plan de relance mis œuvre par la DRAC ont été très positifs. Cependant, peu de dossiers ont été soutenus in fine. Le résultat est donc en demi-teinte.

Retours sur la journée du 12 septembre consacrée aux circuits de production du spectacle vivant

Sophie Présumey (SYNDEAC), qui était présente fait un premier retour. Elle indique qu'il y avait beaucoup de compagnies et malheureusement peu de lieux. Beaucoup de préconisations ont émergé, des souhaits. Les constats sont opposés à ce qui attend malheureusement le secteur (besoin de temps vs AAP notamment). Les équipes ont besoin de visibilité, besoin de travailler sur des temps

plus longs, il y a une méfiance vis-à-vis des appels à projets. Il est de plus en plus difficile de financer le travail de développement et de recherche, celui qui ne se voit pas.

Gautier Marchado (SYNAVI) qui était également présent, complète. Il y a été question de décroissance, de droits culturels, d'interconnaissance entre équipes et lieux. Un tas d'initiatives intéressantes émanant de lieux et aussi de compagnies ont émergé. La matinée a permis de voir que les inventions existent. L'après-midi a permis d'imaginer de nouveaux dispositifs. Plusieurs des initiatives identifiées passent par des structures qui ne sont pas issues du Spectacle Vivant. Cela est à mettre en lien avec la baisse de fréquentation. Il faut donc sortir des lieux mais avec leur aide. La question qui se pose est celle de comment aller à la rencontre de nouveaux lieux, donc de nouveaux publics ?

Camille Chabanon (Profedim / FEVIS) ajoute que le public de l'évènement était surtout incarné par les compagnies. Manquaient les élus. Nous manquons d'échanges avec ces derniers. Il faut leur faire part de nos préconisations.

Mila Konjikovic (Région AURA) explique qu'il y a actuellement une tendance lourde dans les collectivités à l'appel à projet. Les élus de la région sont attachés à ce format. Mais il est possible faire remonter vos questions et trouver une certaine agilité dans les modalités de construction des dossiers de demandes de subventions. Il faudrait pour cela entrer dans le détail technique, la Région est preneuse d'idées en la matière. Ainsi, il est important pour les services techniques de la Région d'avoir le plus de matière possible, notamment concernant la diffusion dans les zones rurales et dans des lieux non classiques, et concernant les critères des AAP, pour faire remonter aux élus vos besoins et propositions.

Joséphine Gelot (FNAR) suggère que le groupe s'adresse à la DRAC et à la Région pour discuter des préconisations qu'il a émises. Concernant l'échelon des collectivités locales, on peut s'adresser aux élus qui ont un intérêt pour la thématique. Certains élus ne se sentent pas du tout armés., auquel cas il est préférable de travailler avec les techniciens, plus aguerris.

Samantha Guerry (SUD) pense qu'il est important d'aller vers les zones rurales pour sensibiliser les élus.

Joséphine Gelot (FNAR) suggère que l'ADACARA suive cette thématique. Elle se demande s'il faut privilégier des rendez-vous avec élus et techniciens par type de territoire (échelons).

François Bourcier (SNSM) considère que la transversalité est importante afin que chacun entende les problématiques de l'autre. Nous pourrions travailler ensuite en sous-groupes si besoin.

Joséphine Gelot (FNAR) n'est pas d'accord. Elle insiste sur le rapport de domination qui peut exister entre DRAC et petites collectivités. Les modes de coopération pour les collectivités sont plus modestes, elles sont peu habituées aux politiques culturelles.

Camille Chabanon (Profedim / FEVIS) propose de faire dans un premier temps une réunion collective puis de thématiser avec des interlocuteurs différents. On a tous des spécificités mais nous avons à mener des discussions génériques, dans le sens d'un peu de pédagogie et d'interconnaissance. Faire en deux temps, c'est plutôt bien.

Il est donc décidé d'inviter des élus et des DAC de différents échelons territoriaux pour leur présenter des préconisations, notamment sur la question des appels à projets. Cela pourrait être fait en visioconférence d'ici la fin de l'année.

Joséphine Gelot (FNAR) propose qu'en parallèle de cette thématique, celle de l'éthique de la relation entre salariés, compagnies et lieux soit également travaillée. Quelque chose est en train de se rompre. Il faut trouver des moyens innovants pour se connaître, remettre des règles.

Camille Chabanon (Profedim / FEVIS) informe le groupe que la FEVIS et le Groupe des 20 organisent, le 16 novembre prochain, une table-ronde concernant la relation entre indépendants et espaces de sélection.

Gautier Machado (SYNAVI) suggère de procéder à une recension d'expériences : association de compagnies, comité de programmation, voir comment se pose ailleurs la question du choix. Actuellement, les créneaux de programmation se réduisent. Comment faire sans ce choix ?

Le groupe décide de traiter de l'éthique de la relation entre lieux et équipes artistiques à partir de janvier 2023.

Camille Chabanon (FEVIS / Profedim) pense que la question des conditions de travail, le critère du bien-être au travail... pourraient être une porte d'entrée dans la discussion. Il pourrait y avoir une discussion croisée avec le GT emploi formation.

Sophie Présumey (SYNDEAC) pense que ce groupe Production Diffusion pourrait mobiliser deux passerelles, l'une avec le groupe politiques publiques, l'autre avec le groupe emploi formation. Fusionner des groupes pourrait permettre de solutionner la présence élus.

Romain Baret (CGT) considère qu'une réduction du nombre de groupes pourrait faciliter le suivi des dossiers (par exemple concernant la question du travail illégal).

Sophie Présumey (SYNDEAC) appelle à une fusion temporaire car les thématiques et les temporalités sont différentes.

François Bourcier (SNMS) considère qu'un travail commun sur le travail illégal aurait du sens dans la mesure où les contrôles ont un impact sur la production diffusion. Il donne l'exemple du festival Off d'Avignon : la problématique est comment mieux aider les compagnies pour sortir du travail non déclaré.

Marjorie Glas (COREPS) demande que la réorganisation des groupes soit discutée au sein des organisations membres du COREPS puis remontées lors de la plénière et du comité de pilotage du 8 novembre.

Florent Briqué (Jazz(s)RA) intervient et revient sur le travail difficile des chargés de diffusion. Il prend l'exemple de Grenoble : les professionnels se retrouvent sous des montagnes de production, malgré les comités de programmation. Il faut revoir les réseaux de diffusion, pour une meilleure valorisation des activités telle que l'EAC. C'est l'offre qui est démesurée, et l'absence de tournée n'est pas forcément liés à la responsabilité des programmeurs.

Julie Duchènes (regroupement des cics de danse en AURA) appelle à créer un pont entre l'EAC et la création, en remettant la création au cœur de l'EAC. Il faut permettre aux équipes d'habiter un territoire un certain temps. Les thématiques sont au fond communes avec le GT territoire-habitants, où plusieurs élus siègent.

Samantha Guerry (SUD) appelle à donner une chance aux invisibles vis-à-vis des programmeurs.

Gauthier Machado (SYNAVI) propose de soumettre les préconisations du groupe aussi au groupe Politiques Publiques. Notamment pour aborder une thématique brûlante, celle de la politique culturelle de la Région.

Mila Konjikovic (Région AURA) dit que la Région souhaite travailler ensemble sur la construction des nouveaux dispositifs qui vont être mis en place prochainement. D'autres travaux seront à mener sur un temps plus long, par exemple sur la thématique de l'environnement, des relations employeurs / salariés, etc.

Joséphine Gelot (FNAR) demande quels seront les moyens d'infléchir des choses ?

Gautier Machado (SYNAVI) se dit inquiet de l'absence de concertation. A quoi sert le COREPS, si la plénière et le comité de pilotage ont lieu après l'Assemblée générale de la Région, prévue les 20 et 21 octobre ?

Mila Konjikovic (Région AURA) explique que la co-construction pourra tout de même se faire sur un temps plus long. L'assemblée plénière de la Région va déterminer les grands axes de la politique, poser des orientations stratégiques globales. Le contenu précis et les modalités des dispositifs pourront être discutés par la suite. Il est prévu que la présentation de la politique culturelle régionale ait lieu lors de l'assemblée plénière d'octobre.

Camille Chabanon (Profedim / FEVIS) trouve qu'il serait intéressant d'avoir un RDV pour échanger sur les critères de l'appel à projet.

Le groupe convient de l'envoi d'une délégation à la Région pour un échange technique concernant les modalités des appels à projet.

Mila Konjikovic ajoute ne pas avoir à ce jour d'information précise sur les évolutions budgétaires

Suite des travaux du groupe

- Sébastien Duenas (SUD) est disponible pour préparer la prise de parole du groupe lors de la plénière du 8 novembre. Sophie Présumey (SYNDEAC) veut bien aider à la préparation mais ne sera pas disponible le Jour J.

- Une délégation se rendra à la Région pour discuter des modalités techniques des AAP (RDV pris le 27 octobre)

- Une visioconférence avec élus et DAC sera organisée fin novembre début décembre pour que le groupe échange autour de ses préconisations.

- Un travail autour de l'éthique de la relation sera lancé à partir de janvier

Ces deux thématiques (relations aux élus / éthique de la relation) pourront être organisées en sous-groupes.